trimestriel

La lettre du Défap

Service protestant de mission

www.defap.fr

Sommaire

Sénégal 2
La mission d'aujourd'hui est "trans-projet"
Madagascar 3-4
Madagascar après la peste !
Méditation & Prière 5
Les ouvriers de la onzième heure
France 6
Voyager dans le temps...
Voir et revoir Paris
Carnet 7
Annonce
Perspectives Missionnaires 7
Livres 8

Dossier détachable
Centrafrique I-XII

Éditorial

Noël à Bangui

Je rentre de Bangui en République centrafricaine.

Les habitants ont vécu l'abomination de la désolation établie là où elle ne doit pas être (Évangile de Marc, chapitre 13, verset 14): la ville mise à sac, des milliers de victimes, des quartiers ravagés, des centaines de milliers de déplacés. La violence pure s'est maintenant calmée à Bangui, elle règne toujours en province. Elle est présente partout, comme à fleur de peau.

Les habitants et les Églises préparent Noël. Quelques illuminations, des pères Noël tout de rouge habillés, une barbe blanche et la peau noire, les chants de Noël dans les échoppes… la poussière de latérite et la chaleur enveloppent tout, les rues sont défoncées, les gens circulent ou bien attendent derrière leurs étalages…

« Espérer contre toute espérance », la conférence rassemble une centaine de personnes un dimanche après-midi de décembre. Elle se termine par un poème du théologien allemand Dietrich Bonhoeffer: « Oh merveilleux secours de puissances bienveillantes… fais s'élever aujourd'hui la flamme chaude et claire que tu as apportée dans nos ténèbres ».

Ces mots de Noël parlent aux cœurs et aux âmes. Ici et là-bas.

Bertrand Vergniol, pasteur
Secrétaire général du Défap

N° 15 - décembre 2017

La mission d'aujourd'hui est « trans-projet »

Au Défap, nous nous interrogeons souvent sur ce qu'est la mission aujourd'hui. Au-delà de la réflexion théologique, il arrive parfois que le terrain lui-même livre une réponse à notre question. C'est ce qui s'est passé avec le Sénégal, où le pasteur Jean-Luc Blanc s'est rendu pour une courte mission entre le 9 et le 14 novembre dernier.

Sénégal

Repas à Beer Sheba - novembre 2017

Il a d'abord visité le projet Beer Shéba, situé près de Mbour, en pays sérère, (sud de Dakar). Ses fondateurs, Éric et Heesuk Toumieux, y ont développé un programme d'agroforesterie durable associé à une formation globale et un centre de ressources agricoles pour les jeunes fermiers. La structure est aujourd'hui économiquement viable : chaque secteur, élevage, culture vivrière etc., est une exploitation agricole de taille moyenne qui commercialise sa production dans les villes de la région. De nouvelles techniques sont mises en place, comme la permaculture. Du coup, les étudiants sont de plus en plus nombreux à venir s'y former. Le Défap a deux envoyés, Sarah et Raphaël, qui travaillent à Beer Shéba. Le pasteur Blanc est allé les voir, ainsi qu'un troisième, Nathanaël, en poste au Centre de Santé Darvari, à Mbellacadiao, près de Fatick (sud-ouest), parfaitement intégré à l'équipe malgré l'absence de sa tutrice. Notons qu'il y a également au Sénégal deux envoyés portés par l'association des Assemblées de Dieu (ADD), en déplacement au Niger au moment de cette visite.

L'autre grand dossier sénégalais est le projet de création d'une fédération protestante, soutenu par l'Église luthérienne du Sénégal (ELS). Celle-ci avait demandé le soutien du Défap, lequel s'est concrétisé par l'octroi d'une aide financière et l'envoi d'un pasteur en mission courte. Les tractations devraient aboutir à la création de cette fédération aux alentours de février 2018.

Partenariat public-privé

Enfin, un dernier projet est actuellement en discussion : celui de la création d'une école protestante d'enseignants à destination de l'ensemble des écoles protestantes du Mali, du Sénégal et de Guinée Conakry. Le Défap est l'interlocuteur de l'Agence française de développement, qui devrait en financer une partie. Grâce aux terrains dont elle est désormais propriétaire à Saint-Louis, l'Église protestante du Sénégal (EPS) peut également apporter une significative participation financière.

Des ponts entre les cultures

La mission aujourd'hui ? C'est ce que pratique le Défap en jetant des ponts entre différentes structures : ELS, EPS, ADD pour mener à bien des projets divers, variés, dont le dénominateur commun est le protestantisme, au-delà des frontières et des cultures.

Valérie Thorin

Eric expliquant à Sarah comment transformer ce bout de terrain en « son » jardin - novembre 2017

Madagascar après la peste

Par Florence Taubmann

Depuis longtemps Antananarivo n'avait été aussi propre sous le soleil de novembre, lavé et relavé par les services de la ville, puis par les pluies quotidiennes qui laissent derrière elles un ciel immaculé et des jacarandas flamboyants.

Cette année les élèves se sont vu octroyer des « vacances de peste », et les mesures prophylactiques sont encore d'actualité dans les lieux publics. Environ cent quarante morts, plus de mille cas répertoriés ont été provoqués par le manque d'hygiène de la grande ville mais également les superstitions qui entravent le travail des médecins, ou les pratiques funéraires, propices à la diffusion de la maladie.

Des envoyés venus de partout

Sur les sept envoyés du Défap, trois ont dû attendre le 6 novembre pour entrer en fonction: Coralie Deguilhaume dans trois lycées FJKM de la capitale, où elle offre aux élèves des bains de langue française, Myrjam Strobel et Yoan Deguilhaume à la cantine des sœurs de Mamré, où ils participent à la préparation des repas d'une petite centaine d'enfants entre 3 et 15 ans et soutiennent l'animateur Michel dans les activités éducatives. À Antsirabé, à l'orphelinat d'Akanisoa, Sami Chenuelle, instituteur remplaçant d'une enseignante en congé de maternité et Fenitra Roetman animatrice auprès des petits ont pu commencer plus tôt. L'établissement offre une école aux pensionnaires et aux enfants du quartier, inscrits en grand nombre cette année. Enfin Gaël enseigne maintenant le français au lycée FJKM de Mahanoro, où il a pris la suite d'un envoyé de DM Échange et mission.

Francophonie

Quant à Mahieu Ramanitra, il travaille au service de l'éducation de la FJKM. Avec sa responsable Domoïna, il assure aussi des formations pour les enseignants, gros travail qui lui demande beaucoup de préparation et de réflexion de fond sur l'état de la francophonie à Madagascar. Seuls 5 % de la population est francophone, c'est-à-dire bilingue. De nombreux instituteurs en ont une connaissance académique, parfois de bon niveau, mais faute d'occasions de parler, ils deviennent incapables d'enseigner dans cette langue, malgré les consignes officielles. Dès lors, pourquoi ne pas enseigner le français, en acceptant de le considérer comme une langue étrangère, ce qui ouvre à d'autres outils pédagogiques, souvent très performants ?

Dans les milieux d'Église aussi existe une différence entre les francophones, souvent les gens âgés qui ont vécu la colonisation ou ceux qui ont étudié et vécu en France, et

Suite sur page 4

Florence Taubmann avec les envoyes, Coralie Deguilhaume, Yoan Deguilhaume, Myrjam Strobel,Mahieu Ramanitra, Fenitra Roetman

suite de la page 3

les autres, moins à l'aise. Qu'à cela ne tienne, vivre un culte en malgache avec un voisin qui vous traduit l'essentiel est une grande joie tant la langue est expressive et merveilleusement portée par le chant. Il y a aujourd'hui, dans la FJKM, un élan appuyé pour encourager l'évangélisation. Une dynamique est mise en place par le président, le pasteur Ami, visant à construire des églises dans les 407 villages qui n'en possèdent pas encore. Si c'est toujours un devoir pour les Églises d'évangéliser, il y a maintenant une raison supplémentaire : l'islam fait de plus en plus de prosélytisme, à coups d'actions sociales et par le biais de prédicateurs venus de l'étranger. Le pasteur Ami est membre du conseil de sages qui a relancé la « chaîne de l'honnêteté », une campagne contre la corruption. Le pasteur Solofo Ramaholimihaso était venu la présenter au Défap en mai dernier, et expliquer comment la corruption gangrenait les relations sociales et économiques à Madagascar, y compris dans l'Église.

Agriculture et lutte contre le sida

N'oublions pas les sœurs de Mamré, avec leur cantine et surtout leur ferme, située près d'Andasibé, lieu de vie et d'espoir pour les paysans qui y travaillent. Soutenues par leurs amis, notamment la paroisse du Raincy, en région parisienne, les sœurs ont encore besoin d'aide pour achever leur projet d'établir sur place une partie de la communauté, qui pourra alors mieux développer les activités agricoles et l'accueil de visiteurs. Enfin, il y a Vololona Randriamanantena, pasteure responsable de l'association Save qui lutte contre le sida. Engagée dans l'accueil et l'écoute de malades et de séropositifs, dans la prévention et l'éducation à une sexualité responsable, Vololona déplore que la sexualité reste un sujet tabou, entravant la diffusion des informations. Sur cette question, nous envisageons de travailler ensemble, ce qui s'inscrit dans la suite du programme de la Cevaa : Famille, évangile, cultures.

Offres d'intervention

Dans les Églises et les communautés

Rendez-vous sur le site du Défap : www.defap.fr

Bertrand Vergniol
Israël / Palestine :
devenir observateur international avec le Conseil Œcuménique des Eglises

La Nouvelle-Calédonie
à la croisée des chemins

Florence Taubmann
« Entretiens croisés sur la mission : dis-moi quelle est ta mission, je te dirai quelle est la mienne ».

Jean-Luc Blanc
« L'interreligieux : mission et/ou dialogue »

contact : secretariat.general@defap.fr

La Centrafrique

Dossier préparé et rédigé par Valérie Thorin

Le quartier « Combattant » à Bangui

La Centrafrique, un pays en reconstruction

Un voyage en Centrafrique, c'est toujours une aventure. En situation de post-conflit, le pays a du mal à se relever de ses trois ans de crise grave. Mais il y travaille avec acharnement. En avril dernier, le Secrétaire général du Défap, le pasteur Bertrand Vergniol, la signataire de ces lignes, sont allés en visite de soutien à l'égard du pasteur Bernard Croissant, envoyé Défap/Cevaa auprès de l'Église du Christ-Roi à Bangui. C'était aussi une occasion de prendre la mesure de tous les projets en cours : en particulier le programme qui vise à la réhabilitation du Centre protestant pour la jeunesse (CPJ), et celui de l'école de l'Église baptiste du 5e arrondissement (Sica III) financée par l'UEPAL. De multiples rencontres sont venues s'adjoindre à un emploi du temps déjà chargé.

Le défi d'aujourd'hui, dans la capitale, est non seulement que tout le monde puisse trouver du travail, mais – c'est même une condition indispensable à la bonne marche de l'économie – redonner confiance tant aux Centrafricains qu'aux étrangers, et favoriser les investissements. Il est également crucial de redonner un élan salvateur à l'éducation, que ce soit celle des écoles et universités, ou celle des centres culturels.

La rénovation du Centre Protestant pour la Jeunesse

L'Église du Christ-Roi, détentrice de la concession foncière, est parvenue à régulariser le permis de construire pour le mur d'enceinte de ce CPJ. Grâce à l'implication personnelle de l'architecte, Philippe Makoundji, membre de la paroisse de Bangui, les petits marchands informels ont pu être déplacés et une palissade de tôle a été mise en place. Elle délimite avec précision le terrain du CPJ et permettra de construire, en toute sécurité, le mur d'enceinte. C'est le Défap qui finance l'ensemble de ces travaux (34 millions de FCFA, soit 50 K€).

Délabrement

À l'intérieur, l'ensemble des bâtiments est en mauvais état. Ils sont pourtant occupés par un complexe scolaire de 1 500 élèves, un cyber café, un centre sanitaire et divers organismes de formation (dont l'un est géré par ATD Quart-Monde). La salle de spectacle, ancienne mais dont la charpente est restée en bon état, n'est malheureusement que très peu utilisée, notamment en raison de l'obsolescence des équipements, y compris électriques.

Des espoirs…

Lors de sa visite, l'équipe du Défap a pu rencontrer successivement Gisèle Pana, ministre de la Culture et de la francophonie, Sylvère Ngarso, ministre de la Promotion de la jeunesse et des sports, et enfin le Premier ministre, Simplice Sarandji. Trois occasions de plaider la cause de cette réhabilitation. Il faut dire qu'à Bangui, rares sont ceux qui ne sont pas un jour ou l'autre passés par le CPJ. Construit dans un quartier populaire, il a été de tout temps un lieu de rencontre, de formation et de spectacles, et est resté centre de la vie culturelle pendant des décennies. C'est pourquoi le projet rencontre toujours un très bon accueil. Vouloir remettre sur pied le CPJ, c'est non seulement remettre en état une infrastructure importante, mais c'est aussi participer directement au rétablissement de la paix et de la concorde civile par le biais

d'activités essentiellement dédiées à la jeunesse.

Les autres projets

Depuis bientôt trois ans, le Défap, sous l'égide de la Cevaa, envoie auprès de l'EPCR un/des pasteurs pour des missions temporaires. Le Conseil presbytéral de l'Église du Christ-Roi a demandé au Défap de poursuivre l'envoi régulier de pasteurs et du psychologue qui travaille pour la cellule d'écoute, et ce pour une nouvelle période de trois ans.

L'école construite par l'Église baptiste du 5e arrondissement (Sica III), financée par l'UEPAL, accueille plus de 200 enfants et a besoin d'une nouvelle salle de classe. L'enveloppe 2017 va permettre de la construire.

Nous avons également visité la concession de Béthanie, dont le responsable est le père de Rodolphe Gozegba, boursier du Défap et la station de Morija, membre de l'Église du Christ-Roi. Nous sommes aussi allés au centre Linga Tere, dirigé par l'auteur dramatique, metteur en scène et producteur Vincent Mambachaka. Et enfin, nous avons rencontré les trois personnalités qui ont fondé la Plateforme confessionnelle : le pasteur Nicolas Guérékoyamé, l'imam Oumar Kobine Layama et le cardinal Dieudonné Nzapalainga.

Centrafrique : Zo Kwe Zo [un homme en vaut un autre]

Il semble ne jamais avoir existé, le temps des camps où s'entassaient des dizaines de milliers de Centrafricains chassés de chez eux par les violences. Les déplacés sont désormais appelés des « retournés » et sans eux, la ville paraît mieux respirer . De Bangui-la-coquette, on est passé à Bangui-la-délabrée qui, pourtant, porte peu de traces visibles des mois – pour ne pas dire des années – de pillages et autres déprédations commis pendant la crise. Ce sont les quartiers populaires qui ont le plus souffert des attaques, suivies d'opérations punitives auxquelles répondaient d'âpres représailles dans un cercle vicieux de vengeances mutuelles, exercées par des bandes armées dirigées par des « chefaillons » de guerre dont on avait fini par ne plus comprendre quels étaient les véritables objectifs. Tout a été rapetassé avec les moyens du bord, les échoppes de planches sont remontées et les briques de latérite, matériau de base pour la construction, sèchent au coin des rues.

Vestiges

À l'aéroport Mpoko aujourd'hui, on parle davantage de la nouvelle barrière d'enceinte, dont les travaux ont débuté en mars dernier, que de la misère humaine qui vivait échouée là il y a seulement un an. Seuls témoignent de temps encore difficiles les avions du Programme alimentaire mondial (PAM) en nombre important sur le tarmac.

Les Casques bleus de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies en Centrafrique) se montrent en patrouille, plaçant ici ou là un véhicule blindé. Ils assurent la sécurité publique et la protection des membres du gouvernement au même titre que la police et les bérets rouges nationaux, bien visibles.

Calme apparent

Délaissant la large route rectiligne qui s'évade de la zone aéroportuaire pour foncer vers la ville, laquelle n'est autre que l'ancienne piste d'atterrissage, le visiteur soucieux de se plonger dans l'ambiance banguissoise passera plutôt par le quartier Combattant – souvenir du temps où les anciens combattants de la Grande guerre en Occident y vivaient – pour atteindre Boy Rabe. Secteur ainsi nommé car autrefois, les trafiquants arabes (Rabe) d'esclaves noirs y rassemblaient

La rivière Oubangui au crépuscule

les hommes (Boy) qu'ils avaient enlevés dans l'arrière-pays. Le premier est un amas de bric et de broc, coloré et odorant, bruyant et actif où se côtoient dans un vaste marché sur rue, gibier sanguinolent couvert de mouches, fruits, légumes ou poissons boucanés. Le second est fait de petites concessions tranquilles où les maisonnettes de banco se serrent coude à coude.

Des «poulets bicyclettes» détalent à l'approche des voitures, des enfants jouent au cerceau, des femmes devisent entre elles dans la lumière déclinante, la vie a repris son cours normal dans ce « quartier rouge », sinistre surnom dû aux exactions qui y ont été commises, et au fait que successivement, y ont stationné groupes rebelles Sélékas puis Antibalakas.

Instrumentalisation...

Rappelons ici que les Sélékas étaient les combattants issus principalement du nord et de l'est, un temps rassemblés – d'où leur nom qui signifie « union » en sango – par Michel Djotodia, et qui lui ont servi à renverser le président François Bozizé et prendre le pouvoir à Bangui. Ils se sont rapidement affranchis de cette tutelle insatisfaisante, notamment parce qu'ils n'étaient pas payés contrairement à la promesse qui leur avait été faite. Livrés à eux-mêmes, ils ont pillé la population, provoquant la création des Antibalakas, des groupes d'autodéfense. Le mot « antibalaka » est un néologisme signifiant que ces hommes ne sont pas sensibles aux « balles AK », c'est-à-dire tirées par des fusils-mitrailleurs AK 47 kalachnikov... On comprend à travers cette terminologie toute la superstition liée au statut de guerrier, lequel met sa vie entre les mains de ses dieux par l'intermédiaire des fétiches. Rien à voir, donc, avec une lutte qui aurait opposé des musulmans du nord à des chrétiens du sud. Mais les hommes politiques, trop bien au fait d'autres théâtres d'opérations dans le monde qui opposent effectivement musulmans et chrétiens, ont saisi cette soi-disant appartenance et instrumentalisé tout le monde, brouillant les cartes et lançant les communautés les unes contre les autres, hâtant ainsi l'effondrement d'un État déjà extrêmement fragile.

Des voyous

Les interventions militaires, force française Sangaris puis Casques bleus, ont permis un relatif retour au calme et la tenue de l'élection présidentielle. Mais les plaies sont encore vives. Au détour des rues de Boy Rabe, une fois passée la partie où vit l'actuel président de la République, Faustin-

Archange Touadéra, on parvient aux confins du quartier où les terrains sont plus vastes. L'un d'eux a été concédé à un monastère au nom très prometteur de « Béatitudes », qui reçoit pour peu cher des hôtes en provenance du monde entier.

Il y a quelques mois à peine, c'étaient 12 537 familles déplacées qui étaient entassées sur les 20 hectares de la concession, soit plus de 30 000 personnes, enfants compris. « Ils avaient faim, ils ont tout ravagé. Ils ont mangé les poules – les poulets d'élevage ou poulets diplomates (!) étaient l'une des sources de revenus – et se sont installés jusque dans le poulailler. Tu parles d'un quartier VIP ! », explique en riant le frère Yeelen, prêtre et responsable de la communauté. Cet Ivoirien natif de Cocody ne se départit jamais ni de son humour, ni de son flegme. Il est parvenu à tenir « la dragée haute » à tous les « petits bandits » qui ont tenté de faire un mauvais sort à ses protégés ou de piller le peu qu'il leur restait. Y compris à celui qui, un soir, lui a mis sa kalachnikov sur l'estomac : « Jé vé touer toi ! me disait-il. Que voulez-vous que je lui réponde ? Quitte à mourir, autant mourir en rigolant. Alors je l'ai imité : tou va touer moi ? Didon, le bon Dieu va drôlement te «chicoter» (*battre*) ! Ça l'a stupéfié. La plupart de ces tueurs étaient des petits voyous, il suffisait d'un rien d'autorité pour les décourager. Il a baissé son arme et il est parti. Notez qu'il a eu raison, on ne sait jamais de quoi demain est fait ! » s'amuse-t-il.

Petite ville

Cela dit, tout n'a pas toujours été aussi facile. Pour assurer une vie à peu près décente, il a fallu installer des latrines, trouver les sacs de riz, éviter les rixes internes, s'occuper des enfants, prévenir les maladies et les épidémies. « Nous avons eu 400 accouchements en dix-huit mois ! », ajoute le frère Yeelen, étonné lui-même d'avoir fait vivre l'équivalent d'une petite ville pendant si longtemps et comme en dehors du temps, même s'il a reçu l'aide du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et de Médecins sans frontières.

Coupable en conséquence

Une anecdote parmi des milliers d'autres, mais qui symbolise toute l'histoire récente de la Centrafrique : un pays brutalement livré à des bandits de grand chemin sans foi ni loi, animés davantage par un absurde désir de puissance individuelle que par une quelconque volonté politique ou économique. « Ils auraient été bien embarrassés d'avoir un État à gérer, les Nourredine Adam et consorts, tempête le

École primaire dépendant de la Faculté de théologie de Bangui (Fateb)

frère Yeelen. Une seule chose les intéressait, c'était de manger une part du gâteau… comme tant d'autres avant eux mais avec une voracité et une inconséquence jamais égalées. »

Ce faisant, ils ont provoqué la ruine de tout un pays, causant des milliards de francs CFA de déprédation, réduisant à la mendicité des millions de gens, foulant aux pieds l'État, les institutions, la notion même de nation pourtant si fortement ancrée dans l'esprit des Centrafricains. En effet, malgré leur appartenance à différentes communautés culturelles, ils parlent tous la même langue, le sango, et vivent en synergie depuis bien avant la colonisation. Sous couvert d'une pseudo-différence religieuse, à eux soufflée par une atmosphère intolérante qui conditionne les pensées bien au-delà du seul continent africain, ils ont incendié mosquées et Églises. Les musulmans banguissois, qui vivaient au kilomètre 5 depuis des générations, se sont vu attaqués par leurs voisins, leurs magasins vandalisés par ceux qui, la veille, étaient leurs clients. Alors ils ont fui, abandonnant tout sur place, pour trouver refuge plus à l'ouest auprès de groupes armés ex-Séléka qui voyaient en eux une bonne raison de ne pas déposer les armes, alors que la concorde civile était difficilement négociée par les équipes au pouvoir. Ignorante de la véritable histoire du pays, la communauté internationale a bien failli, à ce moment-là, précipiter la catastrophe en envisageant une partition du territoire qui aurait créé une frontière totalement artificielle entre les deux confessions. Et pendant ce temps, Bangui était livrée aux Antibalaka qui mettaient les quartiers populaires en coupe réglée. À Boy Rabe, une travailleuse humanitaire catholique était enlevée le 19 janvier 2015. Libérée cinq jours plus tard, elle témoignait alors de « crapules haineuses, bêtes et butées » tirant en tous sens pour le plaisir de faire peur, « des gens très différents de la population locale, qui n'est pas belliqueuse ».

Désintérêt, hélas…

S'est posée alors la question – toujours sans réponse – de l'infiltration des milices par des éléments étrangers, et du rôle joué, en sous-main, par les principaux pays de la sous-région : Tchad, République démocratique du Congo, Soudan… Bien que riche de son bois, de quelques diamants, de l'or et d'un peu d'uranium, la Centrafrique, enclavée, n'est pas un objectif économique. D'où le (relatif) désintérêt de la communauté internationale. En revanche, dans le cadre d'une lutte globale contre le terrorisme international, elle ne pouvait devenir zone de non-droit et sanctuaire pour tout ce que la région compte comme rebelles, à commencer par ceux de l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA), de Joseph Kony, principal objectif, à l'époque, des Américains.

Dialogue interreligieux

Tandis que l'équipe de la présidente de transition Catherine Samba Panza, s'efforce de normaliser la vie publique et d'organiser de futures élections, les soldats internationaux

Le quartier Boy-Rabe, à Bangui

L'eau courante est rare, il faut en profiter. Ici à l'écle de la Fateb (Faculté de théologie de Bangui)

s'emploient à sécuriser la capitale. C'est alors que se crée la Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique (PCRC) avec à sa tête l'archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga, l'imam de la mosquée centrale Kobine Layama et le révérend pasteur Nicolas Guérékoyamé Gbangou. Ils engagent à marche forcée un dialogue intra et interreligieux, et partent à la rencontre des protagonistes en province. « Nous y sommes allés en voiture tous les trois, le cardinal a pris le volant, raconte l'imam Kobine en souriant. On rencontrait chacun nos communautés, puis on organisait un meeting commun. Nous avons été à Bambari, à Mobaye, à Sibut, à Bouar etc. Les autorités civiles avaient disparu, tout le monde avait les mêmes problèmes, on essayait de faire en sorte que les gens s'entraident, peu importe leur foi. » Un travail de longue haleine, encouragé par la venue du pape François à Bangui le 30 novembre 2015. « Il a insisté pour se rendre à la mosquée du kilomètre 5, raconte le pasteur Guérékoyamé.

Les soldats français étaient affolés, car la sécurité était loin d'être absolue, mais il a marché tranquillement dans la rue, comme si de rien n'était. Pour entrer, il s'est déchaussé. Vous imaginez la joie des gens ! » Riches de cette expérience, ils poursuivent leur travail à trois et multiplient les rencontres, y compris en province, et les communications ; ils sont présents sur les réseaux sociaux et dans les médias et soutiennent les activités du gouvernement, notamment en matière de désarmement.

Béatitudes

En attendant, à Bangui la vie revient à son quotidien. Le monastère des Béatitudes est plongé dans l'obscurité, le transformateur a brûlé et le groupe électrogène ne fonctionnera que quelques heures à la prochaine tombée de la nuit. Vite habitué, le visiteur tend l'oreille au glouglou qui annonce l'arrivée de l'eau dans les canalisations. Il y en aura un mince filet entre 5 H à 5 h 30. Jusqu'à ce que les travaux publics viennent, comme au centre-ville, faire d'improbables réparations. À cette heure de l'aube où la présence humaine est encore silencieuse, on entend seulement, venus de la forêt équatoriale toute proche, ces oiseaux qui n'aiment pas les hommes et dont le chant étrange et rauque évoque le sous-bois profond, humide et inquiétant. Puis un coq lance au loin son cri, une cloche appelle les fidèles pour les laudes, bientôt le soleil sera là et la vie reprendra son cours. Ce sera un autre jour.

Mgr Nzapalainga et l'imam Kobine :

« Les Antibalakas n'étaient pas des " milices chrétiennes ", mais des tueurs ! »

Propos recueillis par Valérie Thorin

Au cœur de la vague de violence qui a déstabilisé la Centrafrique entre 2013 et 2016, il y a eu un moment d'incertitude : les motifs des belligérants étaient-ils uniquement politiques ou y avait-il un ferment délétère de haine interreligieuse ? Dans un pays multiculturel et pluri-religieux comme la Centrafrique, où les périodes d'instabilité n'avaient jamais réussi à endommager le sentiment d'appartenance nationale, cette question a immédiatement préoccupé les responsables des religions les plus représentées : Mgr Dieudonné Nzapalainga, 50 ans, archevêque de Bangui et aujourd'hui cardinal ; l'imam Oumar Kobine Layama, 57 ans, actuellement président de la Communauté islamique centrafricaine et membre de l'Union des oulémas d'Afrique et le pasteur protestant Nicolas Guérékoyamé Gbangou, 59 ans. Nous avons rencontré les deux premiers à Bangui, en avril dernier, à l'archevêché. Le troisième, souffrant, n'avait pu se joindre à l'entretien.

De gauche à droite: Bernard Croissant, Dieudonné Nzapalainga, Oumar Kobine Layama et Bertrand Vergniol

Pourquoi vous être alliés, deux chrétiens et un musulman, comme pour confirmer que les violences étaient bien d'origine religieuse alors que votre discours allait dans un sens totalement inverse ?

K : Nous étions les représentants les plus visibles des religions. En Centrafrique, il y a environ 20 % de musulmans et 80 % de chrétiens, à peu près bien répartis entre protestants et catholiques. C'était donc à nous de mettre en valeur ce qui nous unissait et non ce qui nous divisait.

N : Nous avons eu une idée : nous sommes allés au Vatican pour demander du soutien au dialogue interreligieux. Le pape François était une personnalité mondialement connue, qui pouvait être écoutée si nous, nous ne l'étions pas... Il s'est montré sensible à notre situation et il est venu à Bangui, conformément à sa promesse, en dépit de l'attitude des Français, qui ont tout fait pour le décourager. « J'ai davantage peur des moustiques que des armes », a-t-il répondu.

Considérez-vous la crise terminée depuis l'élection du président de la République, Faustin-Archange Touadéra ?

N : La cohésion sociale reste menacée. Rendez-vous compte : l'ancien président François Bozizé a raconté, sur les ondes de la radio nationale, que les djihadistes arrivaient. Nous avions le devoir de défendre nos communautés réciproques, bien sûr, au même titre que les athées ou les animistes.

K : Je me suis mis à dire et répéter partout qu'un musulman ne tue pas son prochain, qu'il ne pille pas, qu'il ne viole pas mais c'était déjà trop tard : il y avait des gens qui incitaient les Antibalakas à se liguer et à organiser des assassinats ciblés.

N : Nous avons toujours refusé de dire des Antibalakas qu'ils étaient des chrétiens. C'étaient des assassins, un point c'est tout. C'est pour cela que nous avons créé la Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique (PCRC) afin d'affirmer l'unité de nos religions.

Mais qu'est-ce qui a motivé l'arrivée des Antibalakas ?

K : L'objectif final était bien sûr politique : les politiciens et eux seuls ont jeté deux communautés l'une contre l'autre. Ce sont les événements mondiaux – l'existence de Daech, les attentats en Occident, les événements de Syrie et d'Irak – qui ont rendu crédible un certain discours : désormais, lorsque l'on veut manipuler les gens, on leur fait croire qu'ils sont menacés dans leur pratique religieuse et dans leur foi. On ressort les vieilles histoires de croisades, et c'est parti ! Il y a quelques décennies, c'étaient les antagonismes ethniques qui avaient leur faveur, aujourd'hui c'est la religion...

Pensez-vous vraiment qu'il puisse y avoir « unité » des religions en Centrafrique ?

N : Ne jouons pas sur les mots : par « unité », nous voulons dire « bonne entente », avec un objectif commun : garantir une vie spirituelle apaisée pour chacun, quelle que soit sa croyance. Sur le terrain, quand le pape François est venu à Bangui, la messe a été organisée dans le stade « 20 000

places ». Lorsqu'il y est entré, tout le monde s'est levé pour l'acclamer. Quand l'imam Kobine est entré à son tour, il a reçu exactement le même accueil : le public l'a ovationné. Le peuple centrafricain est multiple et bigarré, nul n'est semblable à autrui, mais ensemble nous avons une seule et même nation, la Centrafrique.

Comment poursuivez-vous votre action aujourd'hui ?

N : Peut-être avons-nous le pouvoir de désarmer les cœurs de nos concitoyens, mais en aucun cas nous ne pouvons leur ôter leurs armes. Pour cela, nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale. L'élection présidentielle a assaini l'atmosphère, mais hélas il y a encore trop de calculs politiques et la sécurité arrive à pas de caméléon.

K : Je ne suis pas sûr que Touadéra ait les moyens de sa politique et il n'a pas d'armée digne de ce nom. Il a demandé aux leaders des combattants, toutes origines confondues, de s'asseoir autour d'une table. Chose étonnante : il a réuni tous les groupes sauf deux : celui commandé par François Bozizé et celui de Michel Djotodia. Ils sont implantés dans les zones aurifères et n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts économiques. Vous comprenez qu'il y a autre chose que de l'antagonisme religieux dans cette histoire !

Vidage (à la main) d'un étang à Morija (RCA)

La sécurité est-elle vraiment revenue à Bangui ?

N : Le problème est que les combattants qui terrorisaient Bangui se sont enfuis sous la pression de la force Sangaris et de la Minusca, mais ils sont partis avec armes et bagages, au sens propre du terme. Si la communauté internationale agit pour rétablir la sécurité, elle doit le faire jusqu'au bout, c'est-à-dire désarmer aussi ceux qui trouvent refuge au Tchad ou au Soudan, comme Nourredine Adam par exemple.

Sur le plan de la politique intérieure, le nouveau gouvernement a-t-il normalisé la situation ?

N : Oui, mais l'on commence à entendre des âneries comme « il faut des postes pour les musulmans » dans le gouvernement ! Comme si nous étions au Liban et qu'une harmonie devait régner entre les religions dans les institutions. Nous ne voulons pas de ce piège à cons [sic... ndlr] !

K : On nous a même proposé des postes, à nous trois. Nous avons décliné l'offre, bien sûr ! Ce n'est pas du tout notre mission. Il faut des compétences et de l'intégrité pour gérer le pays. Nous avons l'intégrité, mais pas les compétences !

Publicité pour le président de la république

On a déjà vu des religieux occuper des postes à responsabilité... N'y aurait-il pas quelque chose à faire pour moraliser la vie politique ?

K : Certes, il y a un problème éthique, mais il y a aussi une crise chronique dont souffre la Centrafrique. La religion, quelle qu'elle soit, accomplit son devoir dans ses centres de culte, mais n'oubliez jamais : l'homme est ingrat. Nos politiciens sont à peu près tous croyants, mais ils ne sont que des hommes, c'est-à-dire instables. Très vite, leurs intérêts prévalent sur toute autre considération.

N : En 2014, au début des événements, nous avions rédigé et signé une lettre pastorale, qui contenait des citations coraniques et bibliques appelant au calme et à l'unité du pays. Lorsque

nous avons voulu la remettre à François Bozizé, il a refusé de nous recevoir. Il avait d'autres enjeux, d'autres calculs...

L'engagement de la France vous a-t-il été utile ? Doit-elle faire mieux ? Davantage ?

N : La Minusca peut nous aider, pas la France. Il y a eu trop de scandales liés à la force Sangaris. En dépit des aumôniers militaires, dont la fonction est de dire qu'une armée doit servir et non se servir. Il faut que les Forces armées centrafricaines soient réhabilitées, réorganisées, formées sur le plan éthique et déontologique et réarmées.

K : Si nous devions transmettre un message au futur chef de l'État français, ce serait d'aider le pays à éviter trois choses : la partition ; le chaos ; la mise sous protectorat, qui serait perçue comme une seconde colonisation. La France doit nous aider à sortir de l'impasse, pas nous y pousser.

Vous pensez que la France n'a pas agi pour votre bien ?

K : Durant la crise, de nombreuses familles musulmanes ont été rassemblées dans une certaine zone géographique. Dès lors, l'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a énoncé la « partition de fait » en Centrafrique. Or tous les trois, nous nous sommes obstinés à naviguer à contre-courant. L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, n'avait rien compris à notre situation, il estimait que la France n'avait pas d'autre solution que de diviser le pays pour protéger les minorités musulmanes contre leurs agresseurs, mais c'était une erreur politique grave, soutenue d'ailleurs par l'Organisation mondiale des migrations (OIM). On pourrait même porter plainte contre elle pour... déportation !

Que fallait-il faire ?

N : Ce que nous avons fait nous-même, à notre petite échelle mais avec détermination : affirmer la Centrafrique une et indivisible, soutenir la cohabitation de toutes les confessions, dire et redire que les racines de la crise étaient politiques et qu'en aucun cas ce n'était un conflit interreligieux : les anti-balakas n'étaient pas des « milices chrétiennes », comme l'affirmaient les médias occidentaux, c'étaient des tueurs sans foi ni loi !

La République démocratique du Congo vue depuis la rive centrafricaine de la rivière Oubangui

À Sica 3, les « Élites »

Au commencement était une petite paroisse baptiste tranquille, dans un quartier populaire. Lorsque l'on dit « petite », c'est à l'aune centrafricaine : dans ce pays, la religion tient une grande place dans la vie des gens et l'ordinaire consiste à accueillir trois ou quatre cents personnes chaque dimanche dans le temple… Au commencement, il y avait donc une grande bâtisse propre et bien tenue qui constituait le temple, édifiée sur une concession large mais sans plus, non loin du pont Mondial.

Souvenons-nous…

En décembre 2013, coup d'État à Bangui. Le président François Bozizé quitte le pouvoir, chassé par Michel Djotodia, éphémère chef des groupes rebelles rassemblés sous le nom de Séléka. C'est le point de départ d'une longue période de crise, vécue avec beaucoup de difficultés par les habitants de Sica 3, bientôt pris en tenaille entre Séléka et Antibalakas, les combattants adverses, tous deux se livrant une lutte acharnée. « Il y avait des combats très violents et l'on ramassait les morts jusqu'aux abords de l'église, raconte le pasteur Eugène Logué. Suivaient deux ou trois jours de calme, et les tirs recommençaient, sans sommation. Les parents couraient sous les balles pour chercher leurs petits à l'école Saint-Sauveur, juste à côté. »

La situation devient volatile et dangereuse. De plus en plus de familles fuient vers M'Poko, près de l'aéroport, où l'on dit qu'un camp a été organisé. D'autres se réfugient à l'église, dans l'espoir que la sacralité du lieu les protégera des assaillants. Des maisons sont incendiées chaque nuit. Les Centrafricains ont déjà vécu des coups d'États, ils présument que la violence n'aura qu'un temps, mais cette fois-ci est différente : la crise s'installe. Les soldats français et les Casques bleus ne parviennent pas à rétablir durablement l'ordre. L'État, déjà affaibli par une décennie d'incurie et de politique politicienne à courte vue, s'effondre peu à peu : l'administration disparaît, le chaos s'installe. Pour les gens ordinaires, les problèmes deviennent innombrables, ils ont faim, ils n'ont plus d'eau courante, pas ou très peu d'électricité et il n'est plus possible d'envoyer les enfants à l'école.

Cours d'adultes

École de proximité

Dans ce contexte difficile, le conseil presbytéral de l'Église de Sica 3 se réunit et décide d'organiser une école de proximité. Rapidement, ce sont près de trois cents enfants qui y sont accueillis, quelle que soit leur foi : chrétiens, musulmans, animistes, athées, ceux du quartier et les déplacés. Les temps sont durs. De temps en temps, une balle vient trouer la toiture. Bon an mal an, l'Église s'organise.

C'est dans ce contexte qu'est arrivé le financement de l'UEPAL, via le Défap. L'argent a été immédiatement employé à la construction d'un bâtiment de trois salles de classes, une

école que le directeur, un paroissien enseignant à la retraite, va nommer « Les Élites ». Un bon présage.

Fait main

Aujourd'hui, la sécurité est revenue et une paix durable paraît s'installer. De retour chez eux, les jeunes parents se montrent reconnaissants pour les efforts de l'Église : ils se sont mobilisés et travaillent autant que faire se peut à l'amélioration des bâtiments. Les frais d'écolage, bien que minimes (de l'ordre de 30 000 francs CFA par enfant, et 25 000 francs pour les tout-petits) servent notamment à l'achat de sacs de ciment, l'indispensable mortier qui assemble les briques de *banco* traditionnelles mises à sécher dans la cour.

La convivialité entre gens du quartier est revenue et tout le monde s'entraide : il y a école le matin, assistance et rattrapage l'après-midi, pour les petits comme pour les grands, voire pour les adultes. Neuf enseignants ont été recrutés, dont deux pour la maternelle qui s'est installée, faute de place, à l'intérieur du temple. Les orphelins et les enfants de la rue sont reçus au même titre que les autres, sans frais d'écolage bien sûr, et ceux qui en ont besoin sont nourris. Il y a actuellement plus de 500 enfants scolarisés, dont la moitié sont des filles, chrétiens et musulmans mélangés.

L'UEPAL à l'aide

Bien sûr, le bâtiment est encore rudimentaire : sol en terre battue et murs non crépis. Les « Élites » manquent cruellement de matériel pédagogique, de cahiers, de crayons. Il y a cinq salles de classe et il devient urgent d'en construire une sixième. Fort heureusement, la dotation UEPAL 2017 va permettre de financer cette dernière. Parce que nul ne saurait envisager le développement spirituel des individus sans leur donner également de l'éducation, le pasteur Logué a le sentiment d'accomplir, dans sa « petite » paroisse redevenue bien tranquille, la plus belle des missions.

Pour aller plus loin

Nombre d'Habitants: env. 5 391 500
femmes : 2 707 092 (50,21 %) ;
hommes : 2 684 447 (49,79 %) ;
jeunes de moins de 18 ans : 49, 8% ;
population en zone rurale : 3 349 224 (62,12 %)
population en zone urbaine : 2 042 315 (37,88 %).

Langues officielles : Français, sango
Capitale : Bangui
Superficie: 623 000km²

Le pays est partagé entre savanes et forêt équatoriale (au sud), et connaît pour l'essentiel un climat tropical. La République centrafricaine dispose par ailleurs de nombreuses ressources naturelles, notamment l'uranium, l'or, les diamants et le pétrole.

D'après le recensement de 2003, les principales religions en République centrafricaine sont les suivantes: christianisme (80,3 %, dont protestantisme 51,4 % et catholicisme 28,9 %), islam (10,1 %), animisme (9,6 %).

Les principaux problèmes de santé du pays sont : la mortalité maternelle et infantile élevées, une prévalence élevée des maladies transmissibles (dont le VIH SIDA), la faible performance du système de santé et un financement du secteur médical fortement dépendant de l'aide extérieure. En septembre 2013, on comptait sept chirurgiens pour l'ensemble du pays. À cause de la situation sécuritaire, la plupart des centres de santé sont fermés (*source : wikipedia*).

Méditation

Par Florence Taubmann

Scruter la réalité, guetter l'espérance !

« Prenez garde, veillez ; car vous ne savez quand ce sera le moment. Il en sera comme d'un homme qui part en voyage, laisse sa maison, donne pouvoir à ses serviteurs, à chacun sa tâche, et ordonne au portier de veiller. Veillez donc, car vous ne savez quand viendra le maître de la maison, le soir, ou au milieu de la nuit, ou au chant du coq, ou le matin ; craignez qu'il n'arrive à l'improviste et ne vous trouve endormis. Ce que je vous dis, je le dis à tous : veillez. » (Marc 13. 33-37)

Ne pas dormir ! Garder l'œil et l'oreille ouverts ! Facile à dire mais pas à faire… au sens propre comme symbolique. Car l'habitude nous ramollit. Même les très beaux mots de la grâce, religieusement répétés dans nos cultes et nos chants, finissent par perdre de leur force et de leur sens.
En temps de persécution, en temps de crise, il en va différemment car notre attention est avivée et notre passion s'entretient d'émotions sans cesse renouvelées. On dit qu'en temps de guerre les Églises se remplissent.
Mais aujourd'hui, via la télévision et internet, nous sommes informés en temps réel de tous les événements tragiques qui secouent le monde. Cela nous tient-il éveillés pour autant ? Sommes-nous accrochés à notre responsabilité de témoins de Dieu et du Christ ? Hélas non, nous nous sentons noyés, tétanisés, impuissants. Désireux de dormir, ou de nous rassurer par une piété qui nous isolerait du monde.
Comment rester éveillés ?
La fraternité des veilleurs, fondée par le pasteur Wilfred Monod et son fils Théodore en 1923, propose une spiritualité quotidienne ancrée dans les Béatitudes, et vécue pleinement dans le monde. Nous ne pouvons rester éveillés qu'en nous laissant habiter par le Christ, en scrutant la réalité avec son intelligence, en guettant l'espérance avec son regard, en parlant avec ses mots, en agissant avec ses mains. C'est l'émotion du Vivant qui nous maintient debout chaque jour dans le monde, et face au monde, dans la gravité et la joie de l'Évangile.

Seigneur,
L'Égypte protestante vient de célébrer les 500 ans de la Réformation,
En rendant grâce pour les possibilités qui lui sont données
Pour témoigner en paroles et en actes de ta bonté.

À plusieurs reprises, au courant de l'année passée,
Les chrétiens en tant que tels ont été la cible d'attentats meurtriers.
Les forces de l'ordre égyptiennes aussi ont subi des attaques causant de nombreuses morts.

Le 24 novembre dernier,
Une nouvelle attaque a frappé une autre communauté de croyants,
Les musulmans de la tradition soufie, massacrés au sortir de leur prière hebdomadaire.

Nous te prions pour tous les Égyptiens victimes de ces actes horribles,
De plus commis au nom de la religion.
Nous te prions pour les familles endeuillées.
Nous te prions : aide les femmes et les hommes de bonne volonté
À travailler à la justice et à la réconciliation,
En Égypte, en Orient, et dans le monde entier.
Nous te prions pour ceux qui persécutent :
Fais-les revenir de leurs chemins de mort
Et convertis leur cœur au message de vie de l'Évangile.
Amen

(Méditation et prière à retrouver chaque jeudi sur notre site, www.defap.fr)

Voyage dans la maison… et dans le temps

Dans le cadre du programme « Voir et revoir Paris » (cf. encadré ci-dessous), le Défap a accueilli fin novembre un premier groupe de jeunes visiteurs, treize catéchumènes lyonnais âgés de 12 à 14 ans, accompagnés par les pasteurs Bernard Millet et Franck Nespoulet. Ils ne sont restés qu'une seule journée, à leur grand regret car tous sont repartis enchantés, en ayant encore des milliers de choses à voir. Pour une prochaine fois, espérons-le.

Le thème qu'ils avaient choisi était: Naissance et mission de l'Église. Accueillis par Tünde Lamboley, responsable jeunesse, et Claire-Lise Lombard, notre bibliothécaire, ils ont parcouru de haut en bas la Maison des missions, passionnés par tous ces objets que l'équipe côtoie tous les jours et qui sont si étonnants pour ceux qui ne les ont jamais vus: la croix kanak dans la chapelle, les gargouilles, les grands portraits… Comparant les anciens missionnaires et les nouveaux, les adolescents ont pris conscience de la différence des époques: entre le vade-mecum remis aujourd'hui à Coralie et Yohann, deux de leurs concitoyens actuellement en poste à Madagascar, et la liste de ce qu'il fallait emporter au Gabon en 1924, quel changement! Plus besoin d'hésiter entre deux chapeaux, l'un moche et l'autre inutile… Besoin d'un peigne? Pas en crin, conseillait le Dr Albert Schweitzer. Et coupez-vous les cheveux, mais pas trop!

Une préparation différente, mais également une connaissance du terrain bien plus parcellaire, comme en témoignent les archives montrées par Claire-Lise, et en particulier cette carte dessinée par un missionnaire ayant remonté le fleuve Zambèze qui a beaucoup intéressé ces jeunes qui vivent à l'heure d'internet et de « Google Maps ».

Ils ont achevé leur court séjour par une visite à l'Institut du Monde arabe, où une magnifique exposition intitulée « Chrétiens d'Orient, 2000 ans d'histoire » donne à voir de rarissimes Bibles illustrées, de toute beauté, ainsi que divers objets et vestiges venus de Mésopotamie et du Proche-Orient.

Le Défap accueillera d'autres groupes en avril et mai 2018, mais si le cœur vous en dit, il y a encore de la place au premier trimestre. La Maison des missions est votre maison, bienvenue!

Valérie Thorin

Voir ou revoir Paris

Paroissiens, Conseils presbytéraux, catéchumènes, groupes de jeunes…
Venez visiter le Défap

Vous découvrirez la maison… et sa mémoire.
Vous découvrirez la mission…
à travers des histoires d'autrefois, des cartes du monde, des portraits, des objets, des gens d'hier et d'aujourd'hui, la chapelle, la bibliothèque et ses archives, le musée, le jardin…
Notre équipe vous proposera des temps de partage autour de l'évangile, de la mission, de nos relations et de nos actions.

Pour plus d'informations:
Service animation: animation@defap.fr - 33 (0) 142 345 555

Gisèle Roy-Jouanard est décédée le 24 août 2017, elle aurait eu 90 ans le 7 décembre prochain. Gisèle était née en 1927 à Libreville (Gabon), et avait malheureusement perdu sa mère quelques jours après sa naissance. Elle passe sa jeunesse à Grandson, en Suisse (Canton de Vaud) chez ses grands-parents : Jean-Baptiste Roy, pasteur et son épouse Caroline née Tophel. Après ses études d'infirmière, elle s'engage auprès de la Société des missions (SMEP) et part travailler plusieurs années à l'hôpital de Lambaréné, qui est alors dirigé par le Dr Albert Schweitzer. À son retour en France, elle prendra des fonctions de direction de maisons de santé ou de retraite. Elle était mariée à Roger Jouanard, auprès de qui elle repose désormais, dont elle a eu deux enfants, Annie et Jean-Philippe. Elle laisse aussi deux petits-enfants et deux arrière-petits-enfants.

Rémy Anker, pasteur de l'Église réformée évangélique du canton de Neuchâtel, est mort à Colombier (Suisse) le 30 août 2017 dans sa 94e année. Né à Bibia, au Cameroun, le 21 septembre 1923, de parents missionnaires, il fait ses études de théologie à Neuchâtel, puis intègre l'École des missions à Paris en 1949. Consacré pasteur à Cortaillod (Suisse), il part en 1950 pour le Zambèze. En novembre 1952, à Libreville (Gabon) il épouse Françoise Bruneton, elle aussi fille de missionnaire et née au Gabon. Après un congé fin 1954, il repart en famille pour le Zambèze et exercera successivement à Mongu, Kalabo, Lukona et Senanga. Rémy Anker est resté au service de l'Église du Bulozi jusqu'en 1965, date de son retour définitif en Suisse.

Élisabeth Burghart est décédée le 22 septembre 2017 à Stosswihr (Haut-Rhin). Elle était née en 1926 en Moselle. En 1963, elle avait été envoyée par la Société des missions à l'hôpital de Senanga, en Zambie. Elle est restée au service de la United Church of Zambia (UCZ) jusqu'en 1972, date de son retour en France.

Jacqueline Gascuel
Nous avons appris le décès de Jacqueline Gascuel le 8 novembre 2017 à l'âge de 93 ans. Conservateur des bibliothèques, elle a beaucoup contribué au développement des bibliothèques publiques en France. Décrite par ses pairs comme « passionnée et enthousiaste », Jacqueline Gascuel a été une « figure majeure du monde des bibliothèques ». Mais elle a aussi été une militante et amie de l'Afrique. Engagée dans l'association Inusable, elle a été bénévole au Défap pendant de nombreuses années et dans plusieurs secteurs : au comité de rédaction de notre magazine Mission, dans l'accompagnement d'un projet de développement de bibliothèque à la Faculté de Kananga en République démocratique du Congo, et encore assez récemment dans l'accueil de boursiers. Jacqueline Gascuel était membre de la paroisse EPUdF de Robinson, en région parisienne.

Le numéro 74 de la revue Perspectives missionnaires vient de paraître

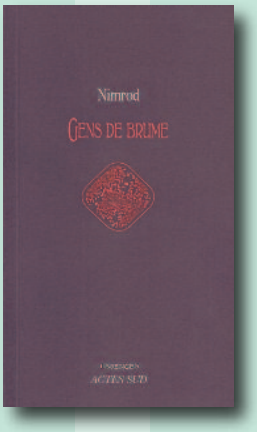
Thème du dossier : « Missionnaires en musique »

En quoi la musique et le chant constituent-ils un corollaire efficace à la mission et à l'évangélisation ? Ce dossier offre un aperçu de ce compagnonnage à différentes époques et dans des contextes très variés.

Les auteurs nous amènent à nous interroger sur nos héritages musicaux et sur la place que nous leur accordons dans notre foi et dans la proclamation de celle-ci, ainsi que sur l'espace que nous ménageons dans ce domaine pour la créativité et l'innovation.

À commander au Défap par téléphone ou par mail : bibliotheque@defap.fr. - 10 € le numéro.

Livres



« Le ciel sollicitait le passage incessant des dieux… »

Nimrod est un poète tchadien. Qui dit poète, dit que le lecteur doit d'emblée accepter de se laisser bercer par la musique des mots et le rythme de la phrase. Qui dit tchadien dit tout le charme d'un monde aux couleurs différentes des nôtres, et aux parfums étranges, subtils voyageurs qui nous racontent des paysages invisibles. Ce court livre est un récit en prose poétique, qui retrace les étapes de la vie de l'auteur dans des situations souvent drôles, parfois mélancoliques et toujours belles.

Nimrod, *Gens de brume*, Éditions Actes Sud, collection « Essences », 64 p. 9 €. Disponible en livre numérique.

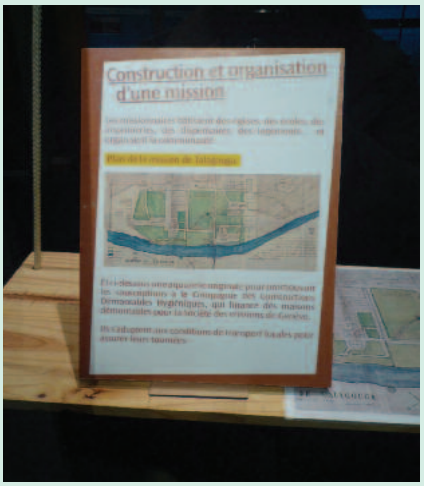
« Le *Shema Israël* se veut être une aventure intérieure… »

Il semble y avoir un gouffre entre ce que contient la foi chrétienne en général et ce que pratiquent les communautés chrétiennes africaines dans leur vie quotidienne. Les membres des anciennes sociétés initiatiques et traditionnelles ne sont jamais parvenus à s'approprier véritablement l'Évangile. Leur conversion, fierté des évangélisateurs des siècles passés, pourrait bien n'être que de surface et l'approfondissement de la foi est loin d'être leur préoccupation majeure. L'auteur, Norbert Kalindula, docteur en philosophie et théologien diplômé de l'Université catholique du Congo tente de répondre à la question qui domine la réflexion missionnaire contemporaine en Afrique : quel est le vrai visage que Dieu revêt aujourd'hui dans les communautés ? Une plongée dans le syncrétisme actuel.

Norbert Kalindula, *Dieu ou le chemin du retour au paganisme. Foi chrétienne, ambiguïté et sécurités dérisoires en Afrique*, Éditions L'Harmattan, collection « academia », 168 p. 17 €.

Rendez-vous sur le site du Défap : www.defap.fr

La Rochelle : Missions du passé



À La Rochelle, l'exposition consacrée aux missions protestantes françaises et à la place du livre dans les missions, organisée dans le cadre du 500e anniversaire de la Réformation, s'est appuyée sur un gros travail effectué par la bibliothèque du Défap et sa responsable, Claire-Lise Lombard : prêt de panneaux didactiques, d'images issues du fonds iconographique numérisé, et d'ouvrages puisés dans les collections et les archives du Défap.

trimestriel La lettre du Défap Service protestant de mission
www.defap.fr

Le Défap est le service protestant de mission de trois Églises :
Église Protestante Unie de France (EPUdF), l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), l'Union Nationale des Églises Protestantes Réformées Évangéliques de France (UNEPREF).

Textes et images © Defap sauf indication contraire
Reproductions et traductions autorisées sur demande

Publication gratuite
ISSN 2431-3629
Président du Défap : Joël Dautheville ;
Directeur de publication : Bertrand Vergniol ;
Rédactrice en chef : Valérie Thorin ;
Conception graphique - Maquette : Peggy Kraag

Imprimerie: Graph2000,
Bd de l'Expansion - 61200 Argentan tel:0232434343

www.defap.fr
102 boulevard Arago,
F 75014 Paris
Tél. : 01 42 34 55 55

Nous contacter : *courrierdeslecteurs@defap.fr*